

Délégation pour les relations avec les  
États-Unis  
- Le président -

M. Elmar BROK  
Président de la commission des affaires  
étrangères, de la sécurité et de la politique de  
défense  
Parlement européen  
Rue Wiertz  
B-1047 BRUXELLES

Objet: La 60<sup>e</sup> réunion interparlementaire entre le Parlement européen et le Congrès des États-Unis et le dialogue transatlantique des législateurs (DTL) à Londres du 1<sup>er</sup> au 4 décembre 2005.

Monsieur le Président,

vous trouverez ci-joint le compte rendu de la 60<sup>e</sup> réunion interparlementaire entre le Parlement européen et le Congrès des États-Unis et du dialogue transatlantique des législateurs (DTL), qui a eu lieu à Londres du 1<sup>er</sup> au 4 décembre 2005.

Je me tiens volontiers à votre disposition pour vous fournir toute information complémentaire dont vous pourriez avoir besoin.

Salutations distinguées,

Jonathan Evans

# PARLEMENT EUROPÉEN

## DÉLÉGATION POUR LES RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS

### Compte rendu du **Dialogue transatlantique des législateurs** **60<sup>e</sup> réunion interparlementaire PE/Congrès américain** **du 1<sup>er</sup> au 4 décembre 2005** **Londres**

L'échange parlementaire officiel avec l'Assemblée des représentants a eu lieu à Londres du 1<sup>er</sup> au 4 décembre; au cours de l'après-midi du 2 décembre, la délégation a pris part à un séminaire spécial du DTL sur les relations avec la Chine, organisé en coopération avec les commissions des affaires étrangères et du commerce international du Parlement européen.

La Commission a assisté la délégation en lui fournissant des informations détaillées par voie orale ou écrite.

#### **1<sup>RE</sup> SESSION –2 DÉCEMBRE– 9 heures-12 h 30**

La réunion est présidée conjointement par M. Jonathan EVANS, député européen, président de la délégation du PE, et par M. Darrell ISSA, président faisant fonction de la délégation américaine du DTL.

Les coprésidents informent les membres que Mme Jo-Ann DAVIS, présidente de la délégation américaine du DLT, n'a pu assister à la réunion pour raisons de santé, et lui souhaite un prompt rétablissement.

*La délégation du PE* donne son avis sur **l'actualité en Europe (y compris les problèmes constitutionnels consécutifs aux référendums français et néerlandais)**. Elle souligne que le traité constitutionnel est un texte juridique hybride qui est pour une part une Constitution, et pour une autre part un traité entre les États membres. Les résultats des référendums sont un signal à la classe politique qui traduit le «manque de crédibilité» qui la caractérise. D'autres facteurs ont joué un rôle important dans l'orientation de l'opinion publique, notamment la perspective d'adhésion de la Turquie et les préoccupations relatives à la capacité d'absorption de l'UE.

Les guerres et les dictatures sont bannies de l'Union européenne depuis sa fondation, mais les plus jeunes générations ne sont pas en mesure d'apprécier cet acquis comme il se doit. L'avenir n'est pas aussi sombre qu'il a été dépeint: quatorze États membres ont ratifié le traité et lorsque 20 ratifications auront été comptabilisées, il faudra prendre une décision sur les initiatives à venir.

Les derniers événements ont souligné la nécessité d'une définition plus claire de la répartition des compétences entre l'Union et les États membres, de manière à dissiper les craintes relatives à la création d'un super-État européen. Il convient de renforcer le contrôle des parlements

nationaux; cependant, les récents problèmes de sécurité ont démontré que des initiatives comme la PESD doivent être poursuivies en étroite coopération avec l'OTAN. Si l'Europe entend jouer un rôle dans ce domaine, l'UE constitue la seule option possible. Les Balkans et le Moyen-Orient sont les régions dans lesquelles l'UE se doit d'adopter un profil plus visible.

La PESD n'empiète pas sur la souveraineté des États membres (y compris sur le droit de déclarer la guerre). En outre, certains États membres perçoivent clairement qu'en appartenant à l'UE, ils renforcent plutôt qu'ils ne menacent leur souveraineté. Les «non» aux référendums n'ont pas tous été exprimés par des eurosceptiques, mais le texte du traité pourrait probablement être mieux formulé. Comme de coutume, «le diable est dans les détails».

Les États-Unis doivent étudier attentivement la nécessité d'un partenaire fort intégré politiquement en Europe. Lors de sa visite au mois de février dernier, le président Bush a certainement souligné cette nécessité, notamment en matière de coopération pour la lutte contre le terrorisme. À ce titre, il est important d'insister sur le fait que les désordres récents observés en France ont des causes sociales et ne peuvent être confondus avec le terrorisme.

Certaines forces politiques représentées au Parlement européen (ainsi qu'au sein de la délégation du PE) estiment que les résultats des référendums montrent clairement que la population ne veut pas des «États-Unis d'Europe». Ces résultats ont sonné le réveil de la classe politique et de Bruxelles. L'Union doit revenir à sa vocation initiale et se concentrer sur le commerce et l'économie.

Du côté américain, l'actualité récente en Europe soulève d'importantes questions, notamment les divergences entre les élites et les masses (y compris les problèmes liés à l'intégration des minorités ethniques et religieuses) et la possibilité pour les États membres d'organiser leur défense (et le cas échéant de déclarer la guerre) de manière autonome.

### Concernant **la situation au Moyen-Orient, en Iraq et dans les Balkans:**

#### a) Moyen-Orient

La *délégation européenne* insiste sur le fait que la feuille de route reste le principal ensemble de principes directeurs visant à raviver le processus de paix. Le retrait de Gaza et l'ouverture de la frontière de Rafah ont été un succès, tandis que le développement économique est une condition préalable à tout progrès. Le rôle du Quartette dans la recherche d'une solution doit bénéficier d'une plus grande visibilité.

Une victoire du Hamas aux élections législatives serait un sérieux problème, mais l'État de droit doit être préservé et il faudra obtenir des garanties en matière de lutte contre le terrorisme.

La *délégation américaine* souligne que les termes choisis sont primordiaux: si, sur le plan politique, un «retrait» est une option viable, une «retraite» ne ferait qu'exacerber l'agressivité. C'est vrai aussi pour l'intervention des Américains et de leurs alliés en Iraq.

Les États-Unis et l'UE poursuivent le même objectif pour le processus de paix, à savoir une solution à deux États, et tant les Israéliens que les Palestiniens devraient accorder des concessions en ce sens.

#### b) Iraq

pour la *délégation américaine*, le principal objectif consiste à quitter la région dans un contexte stable: cela implique un succès décisif de la lutte contre le terrorisme, mais aussi de pouvoir «partir avec les honneurs». La situation intérieure a progressé et une «démocratie embryonnaire»

a été mise en place. Un retrait précipité aurait des conséquences désastreuses, comme cela a été le cas au Liban.

La *délégation du PE* estime qu'il n'est pas question de choisir entre les options «rester pour toujours» ou «partir demain». Il convient de proposer un agenda clair de «redéploiement» des troupes.

L'«actualité dérangeante» relative aux vols et aux centres de détention de la CIA dans l'UE est également mentionnée: une crise majeure (et de graves conséquences au sein de l'opinion publique européenne) pourrait voir le jour si ces informations étaient confirmées.

#### c) Iran

La *délégation européenne* souligne l'importance d'une collaboration avec les États-Unis sur cette question, qui revêt une importance cruciale pour toute la région. S'il existe un large consensus autour de la stratégie, une implication accrue des États-Unis est nécessaire.

L'objectif commun consiste à éviter que l'Iran ne devienne une puissance nucléaire, et il convient de procéder à des inspections «strictes et approfondies».

La *délégation américaine* convient que l'Iran constitue désormais le principal problème; ce pays représente la plus grande menace pour la paix mondiale, mais «tout l'argent a été dépensé en Iraq»; les négociations des trois membres de l'UE ont été une initiative positive, mais en cas d'échec des négociations, la marche à suivre est incertaine.

L'Occident a vécu dans un «sentiment trompeur d'invulnérabilité», mais après les attentats terroristes aux États-Unis et en Europe, la situation a totalement changé.

#### d) les Balkans

La *délégation américaine* souligne que si le dossier du Kosovo a été mis en veilleuse depuis 1999, les événements de l'an dernier ont sonné comme un avertissement. Le temps est venu d'envisager un Kosovo indépendant; les dirigeants politiques doivent à présent «parler vrai», et l'opinion publique serbe en particulier doit comprendre qu'«elle a perdu le Kosovo». Il importe également de réintégrer pleinement la Serbie dans le système international.

La *délégation européenne* convient qu'à long terme, l'indépendance sera la solution la plus réaliste: il s'agit néanmoins d'un dangereux précédent qui implique la destruction du système conçu à Dayton. Il faut également garantir la protection des Serbes du Kosovo et leur octroyer un «pouvoir culturel» sur leur patrimoine. La Serbie ne peut sortir totalement perdante du processus.

### **Concernant la coopération en matière de prévention et d'assistance en cas de catastrophes et d'autres problèmes environnementaux**

La *délégation américaine* introduit le débat et se concentre sur la nécessité de mieux coordonner la réaction aux catastrophes naturelles (ouragans, tremblements de terre, tsunamis) et aux maladies comme le SIDA, le paludisme et la grippe aviaire. Paradoxalement, la réaction aux catastrophes imprévisibles tend à être immédiate, tandis que la réaction aux catastrophes prévisibles comme le SIDA s'avère beaucoup plus lente.

Concernant Katrina, la distribution de l'aide a été la principale faiblesse et il se peut qu'une seule agence compétente aurait évité les erreurs commises par la FEMA, l'agence américaine pour la gestion des catastrophes

Il serait opportun de débattre de la coopération UE/États-Unis dans ce domaine lors de la prochaine réunion du DTL.

La *délégation du PE* convient qu'une coordination est nécessaire, notamment pour éviter tout double emploi des initiatives (comme dans le cas du tsunami) et que le développement des capacités de réaction rapide constitue une priorité.

La nature des organisations privées impliquées dans cet effort a été différente des deux côtés de l'Atlantique (des ONG dans l'UE et des entreprises aux États-Unis). Par ailleurs, la pauvreté dans le monde pourrait être considérée comme un «tsunami silencieux» et des maladies comme le paludisme pourraient être éradiquées si des moyens financiers suffisants étaient mobilisés.

Les deux délégations doivent trouver des moyens de s'entendre sur quelques propositions pratiques à ce sujet, qu'elles transmettraient au sommet UE/États-Unis.

### **SÉMINAIRE SUR LES RELATIONS AVEC LA CHINE (2 DÉCEMBRE, 14 h 30-18 h 30)**

Un séminaire spécial du DTL sur les relations avec la Chine a eu lieu l'après-midi du 2 décembre dernier (cf. ordre du jour indicatif). Ce séminaire s'est déroulé en deux sessions:

#### *a) La Chine en expansion: défis et opportunités dans le domaine politique*

Cette session est coprésidée pour le Parlement européen par M. Elmar Brok, président de la commission des affaires étrangères et de la sécurité et prévoit les présentations de quatre experts:

- M. Pierre Defraigne, directeur de l'IFRI (Institut français des relations internationales), qui insiste sur la nécessité pour l'UE et les États-Unis de mettre au point un «partenariat stratégique» dans le cadre de leurs relations avec la Chine. Si elle émerge clairement comme le «plus grand nouveau venu» et comme une «puissance mondiale en devenir», la Chine est confrontée, sur le plan intérieur, à de graves problèmes en matière de démocratie et de droits de l'homme: sur ces questions, les États-Unis et l'UE doivent éviter les deux pièges de la «prise de position» et du deux poids, deux mesures. Le signal envoyé à la Chine, aussi dans le cadre de la problématique de l'embargo/code de conduite sur les armes, doit affirmer que la stabilité régionale constitue le principal critère.

L'objectif premier est «d'intégrer la Chine de manière pacifique».

- Le Dr Steve Tsang, directeur du Taiwan studies programme au S<sup>t</sup> Antony's College, à l'université d'Oxford, se concentre sur la «montée pacifique» de la Chine dans la politique des puissances, qui reflète sa pauvreté et son désir de stabilité et d'ordre; sa politique étrangère et de sécurité consiste à «identifier le principal ennemi» et à l'éliminer jusqu'à ce qu'il «ne reste plus que des amis»; Taïwan est la principale opposition de la politique étrangère chinoise. Si le système chinois continue de fonctionner efficacement, il sera en mesure de concurrencer les États-Unis, et à ce moment, la Chine «se réaffirmera».

Concernant l'embargo sur les armes, l'UE et les États-Unis doivent envoyer un signal clair aux Chinois: le principal objectif doit consister à «aider la Chine à se démocratiser» au fil de l'amélioration du niveau de vie.

- Le Dr Stanley Crossick, directeur du European Policy Center, affirme que si la Chine était traitée comme une ennemie, elle finirait par le devenir. Par ailleurs, notre conviction habituelle, à savoir que la libéralisation économique aboutit automatiquement à la libéralisation politique, est

probablement incorrecte. La meilleure approche de la Chine consiste à se concentrer sur l'État de droit et à faire pression dans le cadre des problématiques qui y sont liées. En outre, le Dr Crossick est davantage préoccupé par les relations Chine-Japon que par la question taiwanaise. Pour établir un partenariat stratégique avec la Chine, il serait recommandable d'adopter l'«approche de Gulliver»: constituer un réseau de contacts entre l'Occident et la Chine à tous les niveaux de la société sur la base d'une initiative conjointe des Européens et des Américains. Si cette initiative n'est pas prise, il est possible que les relations transatlantiques se dégradent.

- M. Aidan Foster-Carter, directeur de recherche à l'université de Leeds, se concentre sur le problème de la Corée du Nord, le «dernier État voyou du monde». Sur ce dossier, non seulement l'Occident ne parle pas d'une seule voix, mais même «les États-Unis ne parlent pas d'une voix». Par ailleurs, les voisins de la Corée du Nord ont d'autres idées, notamment la «politique du rayon de soleil» de la Corée du Sud, qui vise à socialiser la Corée du Nord. Selon elle, les pourparlers à six sont une feuille de vigne qui permet à nos dirigeants d'affirmer qu'ils «font quelque chose», mais en réalité, il convient de prendre des initiatives plus créatives (comme le programme KEDO). L'UE et les États-Unis ne disposent pas d'un plan d'urgence, alors que de sérieux problèmes (notamment liés à la succession de M. Kim) pourraient apparaître rapidement. Les pourparlers à six doivent, dans la mesure du possible, servir à développer une architecture de sécurité permanente.

La *délégation du PE* analyse l'effet de la mise en œuvre combinée du code de conduite et de l'embargo sur les armes: il souligne que tant que le code de conduite n'est pas renforcé et n'a pas de valeur contraignante sur le plan juridique, l'embargo sur les armes doit être maintenu, et il importe de ne pas adresser un signal incorrect à la Chine; les droits de l'homme ne sont pas suffisamment respectés en Chine, mais le pays doit être intégré en tant que partenaire mondial. Le moment décisif surviendra lorsque la Chine aura fait le «dernier pas» vers la démocratie. Il est également fait état de la nécessité de soutenir Taiwan de manière adéquate.

La *délégation américaine* estime qu'en cas de division entre Européens et Américains, c'est la Chine qui «fera office de pomme de discorde»; il importe donc d'adopter une approche commune de la Chine et de préserver également une suprématie technologique. L'UE doit partager les préoccupations américaines concernant la politique chinoise de taux de change. Les opportunités économiques, le commerce, l'utilisation de l'internet sont essentiels pour ouvrir la Chine aux influences extérieures et pour promouvoir la démocratisation. La Chine doit également être encouragée à adopter une «diplomatie de la navette» à l'égard de la Corée du Nord.

#### b) *Défis et opportunités de l'émergence de la Chine en tant que puissance économique mondiale*

La session est présidée du côté européen par M. Enrique Baron Crespo, président de la commission du commerce international, et prévoit les présentations de deux experts:

- le professeur Leyla Fernandez-Stembridge, de l'Universidad Autonoma de Madrid, qui illustre les résultats de l'étude qu'elle a conduite dans le cadre du projet commercial sino-européen: elle montre plus particulièrement que le niveau d'intégration de la Chine dans l'économie mondiale est trois fois plus élevé que celui de ses principaux partenaires. Sa part dans le PIB mondial a

progressé beaucoup plus vite, tandis que l'UE et les États-Unis accroissent rapidement leur présence économique en Chine.

Parmi les questions sensibles, elle cite la propriété intellectuelle, les marchés publics, les mesures sanitaires et phytosanitaires et l'antidumping. Si elle juge trop agressive l'approche américaine des problèmes commerciaux, elle relève qu'une réévaluation du yuan a été acquise. Les États-Unis devraient également s'impliquer dans le développement d'un projet sino-américain.

- Le professeur Willem Van der Geest, de l'Institut européen des études asiatiques à Bruxelles, axe sa présentation sur une comparaison macroéconomique entre la croissance de l'UE, des États-Unis, de la Chine et de l'Inde. Il estime plus particulièrement que le double déficit américain est intenable, tandis que l'UE est parvenue à maintenir un certain équilibre. Sur le plan tactique, il est difficile de concevoir une approche euro-américaine de ces questions dans la mesure où il convient d'éviter l'impression d'une «collusion contre la Chine». L'UE devrait «hausser le ton» face à la Chine, notamment sur les questions sociales et environnementales; dans le domaine des droits de l'homme, elle doit éviter de donner l'impression d'appliquer le principe du deux poids, deux mesures à la Chine face, par exemple, au Pakistan ou au Vietnam.

La *délégation européenne* aborde les questions liées à l'OMC, notamment l'impact des zones asiatiques de libre échange et des restrictions imposées aux exportations de textiles chinois; elle examine également les conséquences du maintien de taux de développement élevés en Chine, notamment sur la consommation énergétique.

La Chine met actuellement en place un cadre juridique, notamment une nouvelle loi en matière de concurrence et une autorité nationale en charge de la concurrence, et à ce titre, l'expérience de l'UE pourrait être utilisée à bon escient.

La *délégation américaine* signale que le non-respect des règles de l'OMC par la Chine constitue un problème essentiel: des barrières non tarifaires, un manque généralisé de transparence (en particulier dans le secteur financier), des problèmes de droits de propriété intellectuelle paraissent presque impossibles à résoudre par la négociation. Du fait de ces déficiences structurelles, l'économie de la Chine n'est «pas aussi forte qu'elle n'y paraît». Il convient d'adopter une approche «gagnant-gagnant» avec la Chine.

## **2<sup>E</sup> SESSION- 3 DÉCEMBRE- 9 heures-12 h 30**

Concernant les **préparatifs à la conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong**, la *délégation européenne* estime que «l'OMC est victime de son propre succès» et la marge de manœuvre est strictement limitée. L'UE et les États-Unis sont perdants à force de se concentrer trop lourdement sur l'agriculture: l'UE a adopté une réforme majeure et les États-Unis ont soumis une proposition audacieuse, mais dans la pratique, les choses sont différentes. Il convient de garder d'autres points à l'esprit: développement, facilitation du commerce, «questions de Singapour», PME, propriété intellectuelle. Les accords préférentiels de l'UE font partie de son histoire, mais aujourd'hui, les États-Unis multiplient les accords de libre échange dans plusieurs régions, y compris en Europe. Enfin, le Congrès américain devrait envoyer une délégation forte à Hong Kong et entrer en contact avec les autres parlements.

La *délégation américaine* estime qu'il existe un «manque de communication» entre les États-Unis et l'UE sur les questions agricoles. Les accords bilatéraux américains constituent une contribution importante à l'élimination des obstacles. Le secteur agricole assiste à une «course

vers une protection zéro» et les Américains ont confiance dans les qualités concurrentielles de leurs produits.

Il convient de tout mettre sur la table, et il faudra mettre en place un «paquet global». Les questions agricoles comme celles de la banane, du sucre, du coton et d'autres comme l'étiquetage des produits chimiques et le principe de précaution communautaire doivent être examinés dans ce contexte.

Concernant la **sécurité et la coopération en matière de lutte contre le terrorisme (y compris les registres de passagers, visas)**, la *délégation du PE* insiste sur l'importance de la coopération avec les États-Unis. Du point de vue européen, les deux principaux problèmes consistent à garantir une protection adéquate aux droits individuels et à respecter la répartition des pouvoirs entre l'UE et ses États membres.

Parmi les dossiers examinés, la conservation des données (pour laquelle une directive est en cours d'élaboration) et les registres de passagers (pour lesquels la Cour de justice devrait annuler l'accord existant) revêtent une grande importance. Le dossier des «prisons secrètes de la CIA» est très délicat et il est fort possible que le PE constitue une commission d'enquête. Les conditions de détention et le statut juridique des prisonniers de Guantanamo sont contestables sur le plan juridique, mais constituent également un désastre en matière d'image de marque. Le partage du renseignement est essentiel au succès de la lutte contre le terrorisme, mais le volume même des informations disponibles pose problème.

La *délégation du Congrès américain* se concentre sur la perception et la définition du terrorisme. Dans ce domaine, les «mots ont leur importance», et il convient d'éviter des expressions comme «terrorisme islamique». La lutte contre le terrorisme est une question d'équilibre entre les libertés personnelles et la sécurité publique: il se peut que le Patriot Act doive être réaménagé. Si Guantanamo est clairement un désastre en termes d'image de marque, quelles sont les alternatives? Les détentions sur place auraient pu être une meilleure option. Lorsqu'ils sont capturés, les combattants sans uniforme doivent être considérés comme des «combattants illégaux».

Les terroristes prennent en otage les religions et il convient de faire preuve de bon sens lors de l'évaluation des dangers du profilage et du stéréotypage.

### **3<sup>E</sup> SESSION –4 DECEMBRE– 9 heures-11 heures**

Concernant le **statut des initiatives du sommet, notamment les dialogues sur les questions réglementaires et financières**, la *délégation européenne* estime que les initiatives économiques du sommet constituent une approche très constructive; comme l'a souligné une étude récente de l'OCDE sur «les bienfaits de la libéralisation des marchés de marchandises et de la réduction des obstacles au commerce et aux investissements internationaux entre l'UE et les États-Unis», l'avantage économique résultant d'une levée des obstacles dans ce domaine pourrait être estimé à 1 à 3 % du PIB de chaque partenaire. Pour créer un marché transatlantique, il est toutefois nécessaire de définir un processus, d'établir une feuille de route et de fixer une date butoir. Dans le secteur des services financiers, le dialogue financier a été un succès: il convient toutefois de mettre davantage les organismes de réglementation en phase «avec la vie publique», tandis que les questions comme la mise en œuvre de l'accord BÂLE II, la réassurance et les écrans de transaction doivent bénéficier d'une attention accrue.

L'initiative économique sera examinée lors du sommet de l'an prochain à Vienne. Il est à espérer que la mise sur pied d'une structure donnera lieu, comme c'est souvent le cas, à un résultat



concret. Le Dialogue transatlantique des législateurs pourrait servir à mettre au point des «actions simultanées» dans ce domaine.

La *délégation américaine* se concentre sur les coûts de mise en conformité avec les réglementations, que l'association nationale américaine de l'industrie manufacturière a évalués à mille milliards de dollars par an. Il est essentiel de «tout rationaliser» afin d'accroître la production et de créer des emplois. Elle souligne l'importance du lien transatlantique et encourage une coopération relative aux normes réglementaires. La législation Sarbanes-Oxley sera à nouveau débattue (notamment dans le cadre d'auditions du Congrès) et une consultation appropriée sera menée avec l'UE.

Il sera très utile de prévoir un débat à ce propos lors de la prochaine réunion du DTL afin de communiquer une position commune aux administrations. À cette occasion, il conviendra de recourir à une expertise externe.

Concernant l'**avenir du DTL**, la *délégation du PE* estime que le DTL doit faire connaître ses points de vue au sommet UE/États-Unis et influencer sur son ordre du jour. À cette fin, il importe de planifier la prochaine réunion à Vienne longtemps avant la date du sommet. Il convient de préparer à l'avance des questions comme la coopération en matière de lutte contre les pandémies ou l'initiative économique et de parvenir à une meilleure coopération avec les autres dialogues transatlantiques (notamment le Dialogue transatlantique commercial et le Dialogue transatlantique des consommateurs). Entre-temps, il faudra faire appel à la vidéoconférence pour aborder des sujets particuliers.

Il convient d'envisager l'opportunité de s'appuyer sur l'Agenda transatlantique et d'œuvrer dans le sens d'une future assemblée transatlantique.

La *délégation américaine* fait remarquer que de son côté, les positions majoritaires et minoritaires doivent être mieux différenciées et, dans la mesure du possible, définies à l'avance. Il serait utile d'évaluer la manière d'impliquer les entreprises et les administrations dans les futures initiatives.

Le nombre de points à l'ordre du jour pourrait être quelque peu réduit, de même que le temps consacré aux questions de politique étrangère comme l'Iran/l'Iraq/le Moyen-Orient.

Concernant la **gouvernance de l'internet**, la *délégation du PE* souligne qu'un compromis a été dégagé lors de la Conférence de Tunis sur les principales questions irrésolues. Un groupe de travail des Nations unies a été mis sur pied et une conférence réexaminera ce dossier à Athènes en 2006. La croissance rapide de l'internet a soulevé des questions de contrôle contre la fraude et la pédophilie, mais aussi des questions de contrôle politique des gouvernements sur les informations à la disposition de ses citoyens. Les États-Unis sont les principaux concernés par l'organisation de l'internet et doivent «écouter l'organe consultatif des Nations unies».

La *délégation du Congrès américain* convient que sur le plan intellectuel, la gouvernance de l'internet relève du régime des Nations unies, qui est toutefois une «structure démocratique comptant en son sein des pays non démocratiques».

Il convient de bien penser les changements à apporter aux dispositifs actuels et de faire preuve de prudence. Un consensus a été dégagé et une entente plus durable pourrait être trouvée.

Concernant la **Convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle**, la *délégation européenne* expose les principales caractéristiques du texte, qui définit l'accès à une offre culturelle comme un droit fondamental. Les biens culturels sont à présent reconnus comme revêtant une «double

nature»; la Convention a également énoncé des lignes directrices concernant l'aide aux pays en développement dans le cadre de la défense de leur identité culturelle et a défini la coopération dans ce domaine avec la CNUCED. En leur qualité de membre de l'UNESCO, les États-Unis n'ont pas pu considérer cette Convention comme une «imposition étrangère»; si la Convention chevauche quelque peu les règles de l'OMC, il a été possible de protéger la diversité sans mettre en péril le système commercial multilatéral. Quoi qu'il en soit, il ne s'agit pas d'une question de propriété intellectuelle.

La *délégation américaine* ne partage pas ces positions et considère notamment que l'OMC sera gravement affectée; les négociations doivent donc également avoir lieu dans le cadre de l'OMC. Il aurait été utile d'élaborer un document préparatoire sur ce dossier; par ailleurs, le fonctionnement de l'accord de libre échange entre les États-Unis et le Canada pourrait être examiné eu égard à ces questions.

Concernant **les questions économiques et commerciales bilatérales spécifiques**, la *délégation européenne* soulève la question de l'objectif de développement du Millénaire et les moyens de tendre vers les objectifs convenus. Les conflits entre Airbus et Boeing sont également mentionnés, et il est souligné qu'une solution à l'amiable est préférable à une procédure de règlement des différends.

La *délégation américaine* est d'accord sur ce dernier point et exprime ses préoccupations concernant la législation REACH, considérée comme «extrêmement lourde» et excessivement bureaucratique, notamment en ce qui concerne l'exigence d'un renouvellement régulier des autorisations tous les cinq ans.

o

o

o

Les coprésidents remercient les membres pour la qualité et l'atmosphère amicale du dialogue et précisent qu'une déclaration des présidents a été adoptée, laquelle résume les principales conclusions du Dialogue et formule quelques suggestions pour l'avenir.

60<sup>th</sup> Meeting of the Transatlantic Legislators' Dialogue  
European Parliament - United States Congress  
Interparliamentary Meeting  
London, 1-4 December 2005

Chairmens' Statement

Members of the European Parliament and the United States House of Representatives held the 60<sup>th</sup> interparliamentary meeting and Transatlantic Legislators' Dialogue in London, 1-4 December, 2005.

Our sessions were marked by lively, constructive discussions on a wide range of political and economic issues.

The participants discussed recent constitutional developments in Europe, the situation in the Middle East and in the Balkans, cooperation in prevention and assistance in case of catastrophes, the fight against terrorism, preparations for the WTO Ministerial conference, the UNESCO cultural diversity convention, and internet governance, as well as the overall EU-US relationship and the initiatives taken in view of the implementation of the June 2005 Summit.

A special "TLD workshop" on relations with China took place with the participation of experts from academia and think-tanks.

The Delegations confirmed the "Chairmens' statement" adopted in Washington on 27 June 2005.

In addition, the participants noted the work plan agreed on at the recent, first informal United States-European Union ministerial meeting on economic affairs. The activities foreseen would help solve many of the problems which the US and EU legislators have discussed over the years. Accordingly, at their next meeting, in early 2006, the delegates will review progress on selected aspects of the work plan. The delegations also plan to bring the results of the review to bear on related parliamentary instruments and to present their points of view in time to be considered by the 2006 US-EU summit.

Both Delegations agreed that, given recent natural catastrophes, the toll of HIV-AIDS and other infectious diseases, and the danger of pandemic influenza, enhanced international cooperation, especially between the EU and the US, constituted clear priorities.

The participants expressed their best wishes to their colleague, Representative Jo Ann Davis, Chairman of the American delegation, who was necessarily absent, due to health considerations, from their dialogue.

Jonathan Evans, MEP  
Chairman  
Chairman

Darrell Issa, MC  
Acting



# EUROPEAN PARLIAMENT

DELEGATION FOR RELATIONS WITH THE UNITED STATES

## TRANSATLANTIC LEGISLATORS' DIALOGUE

60<sup>th</sup> Meeting of Delegations

from the European Parliament and the United States Congress

London–1-4 December, 2005

### Draft Agenda

1. Developments in Europe (including constitutional issues after referendums in France and the Netherlands)
2. Iran, Iraq, Middle East Peace Process
3. Cooperation in prevention and assistance in case of catastrophes, other environmental issues
4. TLD workshop on relations with China (see separate agenda)
5. Security and cooperation in fight against terrorism (including PNR, visas)
6. Preparations for the WTO Ministerial Conference in Hong Kong
7. The EU/US Relationship
  - Status of Summit initiatives, in particular regulatory and financial dialogues
  - Future of TLD
8. Internet governance
9. UNESCO Cultural Diversity Convention
10. Specific bilateral economic and trade issues

# EUROPEAN PARLIAMENT

## DELEGATION FOR RELATIONS WITH THE UNITED STATES

### 60<sup>th</sup> EP/US Congress Interparliamentary Meeting Transatlantic Legislators' Dialogue

1-4 December 2005

London

### DRAFT PROGRAMME

#### Thursday, 1 December

Individual arrival of members and own arrangements for transport to hotel  
*Thistle Charing Cross*  
*The Strand*  
*London, WC2N 5HX*  
*Tel. : +44-870 333 9105*  
*Fax: -44-870 333 9205*

16.40 Meet in the Hotel lobby and transport by bus to

17.00 Welcome by Mr Dermot Scott, Head of the European Parliament UK Office  
and briefing by the European Commission  
*European Parliament UK Office*  
*2 Queen Anne's Gate*  
*London SW1H 9AA*  
*Tel: +44-20 7227 4300*  
*Fax: +44-20 7227 4302*

18.00 Leave by bus for

18.30 Reception hosted by Minister of the US Embassy Mr David T. Johnson  
*Wychwood House*  
*1 Cottessmore Gardens*  
*Kensington*  
*London*

## Friday, 2 December

- 9.00-12.30      **Working session I**  
*Thistle Charing Cross*  
*Regency room*
- lunch            Free for own arrangements
- 14.30-18.30    TLD Workshop  
"Relations with China"  
*Thistle Charing Cross*  
*Regency room*
- 19.00            Reception hosted by European Parliament Delegation  
*Thistle Charing Cross*  
*Watergate Room*

## Saturday, 3 December

- 09.00-12.30    **Working session II**  
*Thistle Charing Cross*  
*Regency room*
- 12.30            leave by bus for Tottenham stadium  
12.30            leave by bus for Chelsea stadium
- Upon arrival, hospitality by Football Premiership League*
- 15.00-17.00    Football matches
- Return by bus to *Thistle Charing Cross*
- Evening free for own arrangements

## Sunday, 4 December

- 9.00-11.00     **Working session III**  
*Thistle Charing Cross*  
*Regency room*
- Individual Departures

# EUROPEAN PARLIAMENT

## DELEGATION FOR RELATIONS WITH THE UNITED STATES

### 60<sup>th</sup> EP/US Congress Interparliamentary Meeting Transatlantic Legislators Dialogue

1-4 December 2005, London

#### List of Members ( 22)

Mr EVANS Jonathan, Chairman	PPE-DE	United Kingdom
Mr HAMON Benoît, 1st Vice-Chair	PSE	France
Mr BARÓN CRESPO Enrique	PSE	Spain
Mr BRADBURN Philip	PPE-DE	United Kingdom
Mr BROK Elmar	PPE-DE	Germany
Mr COVENEY Simon	PPE-DE	Ireland
Ms DESCAMPS Marie-Hélène	PPE-DE	France
Mr ELLES James	PPE-DE	United Kingdom
Mr GIERTYCH Maciej Marian	IND/DEM	Poland
Ms GOMES Ana Maria	PSE	Portugal
Mr GUARDANS CAMBÓ Ignasi	ALDE	Spain
Mr KUHNE Helmut	PSE	Germany
Ms LUCAS Caroline	Verts/ALE	United Kingdom
Baroness LUDFORD Sarah	ALDE	United Kingdom
Ms MANN Erika	PSE	Germany
Mr NICHOLSON James	PPE-DE	United Kingdom
Ms OOMEN-RUIJTEN Ria	PPE-DE	Netherlands
Mr PINIOR Józef	PSE	Poland
Mr ROMEVA i RUEDA Raül	Verts/ALE	Spain
Mr RÛBIG Paul	PPE-DE	Austria
Mr SKINNER Peter	PSE	United Kingdom
Mr SUMBERG David	PPE-DE	United Kingdom

PPE-DE	Group of the European People's Party (Christian Democrats) and European Democrats
PSE	Socialist Group in the European Parliament
ALDE	Group of the Alliance of Liberals and Democrats for Europe
Verts/ALE	Group of the Greens/European Free Alliance
IND/DEM	Independence/Democracy Group
UEN	Union for Europe of the Nations Group



# EUROPEAN PARLIAMENT

## DELEGATION FOR RELATIONS WITH THE UNITED STATES

### 60<sup>th</sup> EP/US Congress Interparliamentary Meeting Transatlantic Legislators Dialogue

1-4 December 2005, London

#### List of Staff

##### Secretariat, Interparliamentary Delegations DG III (7)

Mr NICKEL Dietmar		Director General DGIII
Mr CHICCO Carlo		Administrator,
	Delegations	
Ms OPACIC Rosemary		Administrator, Foreign
	Affairs Committee	
Mr CASTRO Pelayo		Administrator, Internal
	Trade Committee	
Mr SCHULZ Stefan		Administrator, Policy
	Unit	
Ms SCHWENDENWEIN Claudia	Administrative Assistant	
Ms SIEGISMUND Claudia	Secretary	

##### Political Groups (5)

Mr KROEGEL Werner	PPE-DE
Mr REED Derek	PSE
Mr CHADWICK Roger	ELDR
Mr BARRETT Frank	UEN
Mr VAN SCHOTHORST Henk-Jan	IND/DEM

##### Interpreters (4)

Ms JOOSTENS Françoise	French booth, team leader
Mr WUNSCH Jean-Louis	French booth
Ms BEDDOWS Amanda	English booth
Mr MARSON Andrew	English booth

##### European Commission Delegation (3)

Mr WRIGHT Richard  
Mr WIEGAND Gunnar  
Mr WHITEMAN Robert

Director, DG RELEX  
Head of Unit, DG RELEX  
Congressional and Parliamentary Liaison  
EU Delegation, Washington, DC

# EUROPEAN PARLIAMENT

## DELEGATION FOR RELATIONS WITH THE UNITED STATES

### 60<sup>th</sup> EP/US Congress Interparliamentary Meeting Transatlantic Legislators' Dialogue

1-4 December 2005

London

#### Members of Congress:

**Rep. Darrell Issa (R-CA), Chair**

Kathy Issa

**Rep. Eliot Engel (D-NY), Vice-Chair**

**Rep. Gary Ackerman (D-NY)**

Rita Ackerman

**Rep. Cliff Stearns (R-FL)**

Joan Stearns

**Rep. Silvestre Reyes (D-TX)**

Carolina Reyes

**Rep. Thaddeus McCotter (R-MI)**

Rita McCotter

**Rep. Candice Miller (R-MI)**

Judge Donald Miller

**Staff:**

Mr Hillel Weinberg, Senior Professional Staff Member and Counsel, HIRC

(also serves as Secretary, U.S. TLD delegation)

Mr Jason Steinbaum, Professional Staff Member, HIRC

Mr Patrick Prisco, Professional Staff Member, Subcommittee on Europe and Emerging Threats, HIRC

Mr Dennis Halpin, Professional Staff Member, HIRC

Ms Paige Anderson, Professional Staff Member, HIRC

Mr Larry Brady, Staff Director, Subcommittee on Energy and Resources, Gov't Reform

Mr Fredrick Hill, Professional Staff Member, Gov't Reform

Mr Laurent Crenshaw, Professional Staff Member, HIRC

Mr Mark Anderson, Senior Policy Analyst, Office of the Majority whip

Ms Laura Rush, Professional Staff Member/Security Officer, HIRC

Ms Candace Abbey, Professional Staff Member, HIRC

Ms Linda Solomon, Protocol Officer, HIRC

Mr Rick Stubner, Physician

**Military:**

Col. Richard Simcock, USMC

Ssgt. Ramses Sypres, Marine Escort

Maj. Gerald Thomas, Marine Escort

Lt. Jennifer Navaro, Military Escort

LtCol. David Gursein, EUCOM Liaison

**American Embassy:**

H.E. Robert Holmes Tuttle, American Ambassador in London

Todd Huizinga, First Secretary US Mission to the EU in Brussels